

8 décembre 2022

M. Emmanuel Macron  
Président de la République  
Palais de l'Elysée  
55, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 Paris

Monsieur le Président,

Lors du Conseil européen du 15 décembre prochain, vous serez conduit à vous prononcer sur l'avenir de la sécurité d'approvisionnement énergétique de l'Union européenne, développée par le projet RePowerEU. Ce dossier d'une importance cruciale pour assurer dans des conditions supportables le financement du programme électronucléaire, dont vous avez annoncé l'engagement, n'est pas satisfaisant en l'état.

En effet, grâce à un amendement - paradoxalement rejeté par la quasi-totalité des députés de la délégation Renaissance au Parlement européen - le financement des coûts relatifs à la maintenance et à la prolongation de vie des tranches nucléaires actuelles pourra éventuellement bénéficier des fonds de RePowerEU, ceux-ci étant désormais accessibles aux énergies bas carbone, et donc à l'énergie nucléaire. La rédaction reste néanmoins ambiguë sur l'accessibilité de ces fonds pour le financement de nouvelles installations, celles-ci étant pourtant incontestablement indispensables pour sortir de la dépendance aux énergies fossiles d'origine russe et réaliser la décarbonation de l'industrie européenne. Il importe pour la réussite de ces objectifs de lever cette incertitude.

Le mot « nucléaire » est totalement absent du projet RePowerEU. C'est une pudeur hypocrite qui trouve sa source dans l'idéologie aveugle de la Commission européenne et des États membres antinucléaires. J'attire une nouvelle fois votre attention sur le fait qu'en agissant ainsi, la Commission européenne sort de son rôle et ne respecte ni la lettre ni l'esprit du Traité de Lisbonne, qui attribue clairement à chaque État membre la responsabilité du choix des technologies à développer pour assurer son approvisionnement en électricité. Cette dérive conduit certaines voix allemandes à évoquer la fin de cette subsidiarité énergétique. Dans ce cas l'Allemagne imposerait son mix, ce qui serait paradoxal et désastreux au regard de l'échec patent de l'Energiewende. D'ailleurs l'ensemble du Plan RePowerEU soutient explicitement les énergies renouvelables, et tente de marginaliser le nucléaire, au détriment de la France et des États membres qui décident ou envisagent d'avoir recours à cette énergie.

Une coalition des États membres non-opposés au nucléaire formerait une majorité au sein du Conseil européen à même d'obtenir l'inclusion explicite de tous les investissements nucléaires dans le plan RePowerEU. L'objectif de décarbonation et la volonté de sortir de la dépendance au gaz russe sont largement partagés, et à cette fin, le déploiement rapide de nouvelles capacités nucléaires est indispensable. La crise actuelle en est une démonstration qui risque d'être difficile à vivre.

Votre détermination à mettre en œuvre cette coalition et votre force de conviction lors de ce sommet permettraient de ramener un peu de raison dans le plan RePowerEU, pour le plus grand bénéfice de notre pays et de notre Union.

Je vous remercie de l'attention que vous porterez à ce message et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

Bernard Accoyer

Président PNC-France



CC : M. Th. Breton, Commissaire européen  
Mme K. Simson, Commissaire européen à l'énergie  
Mme A. Pannier-Runacher, Ministre de la transition énergétique